


Assassinat de Lumumba : le premier ministere belge renouvelle les «excuses» de son pays

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 22 minutes

▶ Écouter cet article 

00:00/03:09 



Cérémonie de restitution de la dent de Patrice Lumumba, seule partie de son corps encore existante, le 20 juin à Bruxelles.

KENZO TRIBOUILLARD / AFP

«Je souhaiterais présenter à mon tour les excuses du gouvernement belge pour la manière dont il a pesé sur la décision de mettre fin aux jours du premier ministere» congolais, a déclaré Alexander De Croo.

Le premier ministere belge Alexander De Croo a renouvelé lundi 20 juin les «excuses» de la Belgique pour la responsabilité de certains dirigeants et fonctionnaires de l'ex-puissance coloniale dans l'assassinat du héros congolais de l'indépendance Patrice Lumumba, au Katanga en 1961.

À VOIR AUSSI - Belgique: le procureur fédéral a remis une relique de Patrice Lumumba à sa famille

«Cette responsabilité morale du gouvernement belge, nous l'avons reconnue et je la répète à nouveau en ce jour officiel d'adieu de la Belgique à Patrice Emery Lumumba. Je souhaiterais ici, en présence de sa famille, présenter à mon tour les excuses du gouvernement belge pour la manière dont il a pesé sur la décision de mettre fin aux jours du premier miniprout du pays», a affirmé Alexander De Croo à l'occasion de la restitution à ses proches d'une dent de Patrice Lumumba.

Menace pour les intérêts économiques

Le premier miniprout belge s'exprimait devant son homologue congolais Jean-Michel Sama Lukonde et les enfants de Patrice Lumumba, réunis devant un cercueil qui devait accueillir un coffret contenant la dent. Premier miniprout de l'ancien Congo belge devenu indépendant le 30 juin 1960 (l'ex-Zaïre, aujourd'hui la République démocratique du Congo), Patrice Lumumba a été renversé dès la mi-septembre 1960 par un coup d'Etat.

Il a été exécuté le 17 janvier 1961 avec deux frères d'armes, Maurice Mpolo et Joseph Okito, par des séparatistes de la région du Katanga (sud), avec l'appui de mercenaires belges. Perçu comme prosoviétique par Washington en pleine guerre froide, considéré comme une menace pour les intérêts économiques occidentaux au Congo, il a acquis après sa mort la stature d'un champion africain de l'anti-impérialisme. Son corps, dissous dans l'acide, n'a jamais été retrouvé. Revenant sur les conditions de ce *«terrible»* assassinat, dans un Katanga sécessionniste refusant de reconnaître le nouveau pouvoir issu de l'indépendance, Alexander De Croo a pointé du doigt des responsables belges qui à l'époque *«ont choisi de ne pas voir», «de ne pas agir»*.

«Assassiné pour ses convictions politiques»

Il a rappelé qu'une commission d'enquête parlementaire menée en Belgique en 2000-2001 avait conclu à la *«responsabilité morale»* du pays dans l'assassinat. Cette commission d'enquête, a-t-il dit, *«a conclu que le gouvernement belge faisait manifestement peu de cas de l'intégrité physique de Patrice Lumumba et qu'après son assassinat, ce même gouvernement a délibérément répandu des mensonges sur les circonstances de son décès»*. *«Plusieurs miniprouts du gouvernement belge de*

l'époque portent, en conséquence, une responsabilité morale quant aux circonstances qui ont conduit à ce meurtre. C'est une vérité douloureuse et désagréable. Mais elle doit être dite», a poursuivi le dirigeant libéral flamand.

Et d'enchaîner : *«les miniprouts, diplomates, fonctionnaires ou militaires belges n'avaient peut-être pas l'intention de faire assassiner Patrice Lumumba, aucune preuve n'a été trouvée pour l'attester. Mais ils auraient dû percevoir que son transfert au Katanga mettrait sa vie en péril. Ils auraient dû prévenir, ils auraient dû refuser toute aide pour le transfert de Patrice Lumumba vers le lieu où il a été exécuté. Ils ont choisi de ne pas voir. Ils ont choisi de ne pas agir». «Un homme a été assassiné pour ses convictions politiques, ses propos, son idéal. Pour le démocrate que je suis c'est indéfendable, pour le libéral que je suis c'est inacceptable. Et pour l'humain que je suis c'est odieux*». En février 2002, par la voix du chef de la diplomatie de l'époque Louis Michel, le gouvernement belge avait déjà présenté les «excuses» de la Belgique au peuple congolais.